



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 21/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENGIE - GEODALYS

229 rue de la Fontaine
Technopôle 1- Bât A
94120 Fontenay-Sous-Bois

Référence : E4/24- 2310
Code AIOT : 0006500846

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement ENGIE - GEODALYS implanté 1, RUE DU PORT 77190 Dammarie-les-Lys. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE - GEODALYS
- 1, RUE DU PORT 77190 Dammarie-les-Lys
- Code AIOT : 0006500846
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GEODALYS exploite une chaufferie dans le cadre d'un contrat de délégation de service public pour le compte de la mairie de Dammarie-les-Lys.

Le réseau de chaleur de la chaufferie dessert environ 4000 équivalent-logements de la Plaine du Lys. L'exploitation du site est encadrée par les arrêtés préfectoraux n° 2017/DRIEE/UD77/10 du 22/03/2017 et 2018/DRIEE/UD77/070 du 21/12/2018, et par l'arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 22/03/2017, article 7.8.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rétention des	AP Complémentaire du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
	eaux d'extinction d'incendie	22/03/2017, article 7.6.1	l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15	Sans objet
4	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24	Sans objet
6	Contrôle des rejets aqueux : Température et pH	AP Complémentaire du 22/03/2017, article 4.3.7	Sans objet
7	Contrôle des rejets aqueux	AP Complémentaire du 22/03/2017, article 8.2.1.1	Sans objet
8	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 08/12/2018, article 3.1.1	Sans objet
9	Surveillance des rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 22/03/2017, article 8.2.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site est globalement bien tenu.

Suite à l'inspection, l'exploitant doit apporter des réponses sur les points suivants : état des stocks de produits dangereux, moyens de lutte contre l'incendie et rétention des eaux d'extinction d'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. L'exploitant signale la nature du risque dans chacune de ces parties sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des installations sur lequel sont localisés les zones de stockage des

matières dangereuses et les zones ATEX à risques d'explosion. Ce plan est affiché à différents endroits dans l'établissement. La nature du risque est signalée sur les différentes zones du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 16

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges chimiques dangereux.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Constats :

L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits dangereux présents dans l'établissement. Les contenants des produits dangereux sont bien identifiés et portent les éventuels pictogrammes de danger.

L'exploitant a établi et met à jour une fois par an un registre indiquant la quantité des produits dangereux présents sur site. Il dispose également d'un plan des stockages de ces produits dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre à jour de manière plus fréquente son état des stocks de produits dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2017, article 7.8.4

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents

Prescription contrôlée :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de produits absorbants, en quantité adaptée au risque, au niveau des zones de dépôtage de stockage et d'utilisation des produits chimiques et déchets ;
- de poteaux d'incendie publics situés à moins de 100 mètres et pouvant assurer un débit minimum égal à 60 m³/h en simultané pendant 2 heures. Chaque hydrant doit alors présenter un débit minimum de 60 m³/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa

<p>disponibilité opérationnelle permanente ;</p> <p>- d'un système de détection automatique d'incendie avec report de l'alarme.</p> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est équipé d'extincteurs adaptés aux risques. La dernière vérification des extincteurs a été réalisée le 31/07/2023 par la société EUROFEU.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un devis relatif à la vérification des extincteurs daté du 04/10/2024 et s'est engagé à faire réaliser la vérification au titre de 2024 dans les meilleurs délais.</p> <p>Le site dispose de réserves de produits absorbants.</p> <p>Deux poteaux incendie n° 053 (d'un débit mesuré de 195 m3/h en 2018) et n° 125 (d'un débit mesuré de 205 m3/h en 2018) sont situés sur la voie publique à moins de 100 mètres des limites de l'installation.</p> <p>Le système de détection automatique d'incendie a été vérifié le 29/08/2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification des extincteurs au titre de 2024 et justifier, le cas échéant, de la levée des observations et/ou non-conformités constatées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre.</p> <p>Les canalisations électriques ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.</p> <p>Un ou plusieurs dispositifs placés à l'extérieur permettent d'interrompre en cas de besoin l'alimentation électrique de l'installation, à l'exception de l'alimentation des matériels destinés à fonctionner en atmosphère explosive.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques sont vérifiées annuellement.</p> <p>La dernière vérification périodique a été réalisée le 09/10/2023 par VERITAS. Le Q18, daté du 09/10/2023, atteste que l'installation électrique du site ne peut pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>La prochaine vérification est programmée en 11/2024.</p> <p>L'exploitant tient à jour un suivi formalisé des actions correctives mises en œuvre pour remédier aux non-conformités constatées lors des vérifications périodiques.</p>

L'exploitant fait également réaliser annuellement une vérification par thermographie infrarouge ; la dernière a eu lieu les 18 et 19/12/2023 et le rapport ne fait mention d'aucune observation et/ou non-conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rétention des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2017, article 7.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la pollution des eaux

Prescription contrôlée :

[...]

V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est estimé à 212 m³. Il sera retenu via les sous-sols (galerie technique), le caniveau de la chaufferie, les bâtiments et sur une partie des voiries. L'exploitant veillera en cas d'incendie que les eaux d'extinction n'inonderont qu'une surface de voiries minimales afin de permettre l'intervention des sapeurs pompier en cas de secours.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Constats :

Le site dispose d'un volume de rétention d'environ 122 m³ dans la galerie technique en sous-sol des brûleurs. Une pompe de refoulement présente en sortie de galerie permet de diriger les eaux vers les cuves d'eaux industrielles, d'eaux usées et d'eaux pluviales du site. Ces cuves, isolées entre elles en phase normale d'exploitation, peuvent être reliées entre elles via des pompes. Lors de l'inspection, l'exploitant a estimé le volume de ces cuves à 51,5 m³.

L'exploitant n'a pas été en mesure de préciser lors de l'inspection comment serait retenu le volume restant, le volume nécessaire total de confinement des eaux d'extinction d'incendie étant estimé à 212 m³.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier qu'il dispose sur site d'un volume de 212 m³ nécessaire au confinement des eaux d'extinction d'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Contrôle des rejets aqueux : Température et pH

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2017, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : - Température : < 30°C, - pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline), [...]
Constats : Le contrôle des rejets aqueux issus de l'établissement est réalisé tous les ans. Le dernier prélèvement des eaux résiduelles rejetées par la chaufferie a été effectué le 28/09/2024 par la société APAVE. Les résultats de mesure de la température et du pH sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Contrôle des rejets aqueux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2017, article 8.2.1.1		
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux		
Prescription contrôlée :		
Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :		
Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure par un organisme agréé
DBO5		
DCO		
MES	Ponctuel	Annuelle
NTK (azote total)		
Phosphore total		
Hydrocarbures totaux		
La fréquence de la surveillance des paramètres DCO, MES, NTK et Phosphore total pourra être modifié en cas de dépassement des valeurs par l'inspection des installations classées.		
Constats :		
Le contrôle des rejets aqueux issus de l'établissement est réalisé tous les ans.		
Le dernier prélèvement des eaux résiduelles rejetées par la chaufferie a été effectué le 28/09/2024 par la société APAVE. Les résultats des mesures sont conformes.		
Type de suites proposées : Sans suite		

N° 8 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2018, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un programme de surveillance des émissions des polluants, visés à l'article 3.2.2 du présent arrêté, rejetés par son installation. Le programme de surveillance

comprend notamment les dispositions prévues par le présent article.

Pour les polluants concernés, les mesures sont effectuées conformément aux dispositions indiquées dans le tableau ci-dessous. Tous les résultats sont enregistrés.

Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Paramètres	Fréquence pour les conduits 1 et 2	Fréquence pour la cogénération
Température	En continu	
Pression	En continu	
Teneur en O2	En continu	
Teneur en vapeur d'eau	En continu	Toutes les 500 h et au minimum une fois tous les 5 ans
SO2	-	
CO	En continu	
NOx	En continu	
Poussières	-	

Constats :

Un programme de surveillance des émissions atmosphériques conforme aux dispositions de l'article 3.1.1 de l'arrêté complémentaire du 08/12/2018 est mis en place par l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2017, article 8.2.5.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Prescription contrôlée :

[...]

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à l'article 8.2.4.1 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Constats :

Le contrôle des rejets atmosphériques de la chaufferie est réalisé tous les ans.

Les dernières mesures périodiques des émissions atmosphériques des chaudières ont été effectuées du 13 au 14/12/2023 par le bureau VERITAS. Les résultats des mesures respectent les valeurs limites d'émission (VLE).

Le rapport relatif à ces analyses ne mentionne pas les valeurs limites des flux de polluants rejetés imposés par l'arrêté préfectoral encadrant l'installation et ne compare donc pas les résultats aux valeurs limites. Il conviendra que l'exploitant se rapproche de son bureau d'études à ce sujet.

Type de suites proposées : Sans suite